

La Suisse dans les médias étrangers : 4^e trimestre 2024

Aboutissement des négociations entre la Suisse et l'UE

L'aboutissement, en décembre, des négociations entre la Suisse et l'UE en vue de la stabilisation et du développement de leurs relations bilatérales rencontre un écho modéré et essentiellement factuel dans les médias étrangers. Ce sont surtout les

«Même si le gouvernement accepte vendredi le texte, le plus difficile restera toutefois à suivre»

(*Le Figaro*, France)

médias des pays voisins et les publications spécialisées dans la politique européenne qui évoquent la conclusion de ces négociations. Ils commencent par souligner l'intérêt économique que le paquet d'accords envisagés représente pour la Suisse, mais rappellent aussi les résistances politiques qu'il suscite sur la scène nationale suisse. Le résultat positif de ces négociations est largement mis en exergue, certains médias allant jusqu'à qualifier ces accords d'historiques. Dans les pays voisins, plusieurs articles estiment que ce résultat est avantageux et le présentent comme une opportunité pour la Suisse, notamment en raison des concessions faites par l'UE dans des domaines essentiels tels que l'immigration et la recherche. Les auteurs rappellent toutefois que l'accord doit encore être ratifié. Ces circonstances amènent de nombreux médias à évoquer le contexte politique intérieur suisse et les arguments des opposants à l'accord, qui forment un ensemble hétérogène. La perspective d'une éventuelle votation populaire en Suisse est plutôt envisagée avec pessimisme : de l'avis général, le scepticisme envers l'UE, largement répandu dans la population, fait que l'on peut se demander si l'accord serait approuvé.

«Die Schweiz blockiert sich ja am Ende immer auch gerne selbst... Nun hätten die Schweizer immerhin die Chance, den bilateralen Weg zu sichern. Sie sollten sie ergreifen.»

(*Süddeutsche Zeitung*, Allemagne)



Le drapeau suisse et le drapeau européen au domaine du Lohn, à Kehrsatz, à l'occasion de la fin des négociations entre la Suisse et l'UE. (© *Le Figaro*)



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Viola Amherd, présidente de la Confédération suisse, lors de la conférence de presse à Berne, le 20 décembre 2024. (© *Euronews*)

Place financière suisse : rapport CEP et crise Credit Suisse

Présentées en fin d'année, les conclusions de la commission d'enquête parlementaire (CEP) sur la gestion de la crise de Credit Suisse par les autorités suscitent une certaine attention des médias étrangers. Les journalistes citent abondamment

«In Switzerland's very deliberative political system, the clout a PUK carries has also proved powerful in influencing legislation»

(*Bloomberg*, États-Unis)

les critiques formulées par la commission envers les autorités et les comités de surveillance suisses, auxquels de nombreux manquements sont reprochés. Ils soulignent néanmoins que selon la CEP, la responsabilité du naufrage de la banque incombe non pas aux autorités, mais à la direction et au conseil d'administration de Credit Suisse. Plusieurs médias étrangers indiquent en outre que suite au rapport de la CEP, de nombreux investisseurs étrangers supplémentaires se seraient joints à l'action collective contre la Suisse reprochant au gouvernement l'annulation des obligations AT1 dans le cadre de la reprise forcée de Credit Suisse par UBS. Si Credit Suisse et UBS, en tant qu'entité légale lui ayant succédé, sont présents dans les médias étrangers, ce n'est pas uniquement en lien avec le rapport de la CEP. Ces médias s'intéressent ainsi à une étude de la société de conseil Deloitte qui fait état d'une perte de confiance dans la place financière suisse depuis la reprise de CS. Par ailleurs, les articles traitant de la décision de la FINMA de ne pas approuver les plans d'urgence d'UBS et de la pression concurrentielle dans le domaine de la gestion de fortune rappellent les défis auxquels la place financière suisse est actuellement confrontée.

«Behörden haben vor Credit-Suisse-Kollaps gepatzt»

(*FAZ*, Allemagne)

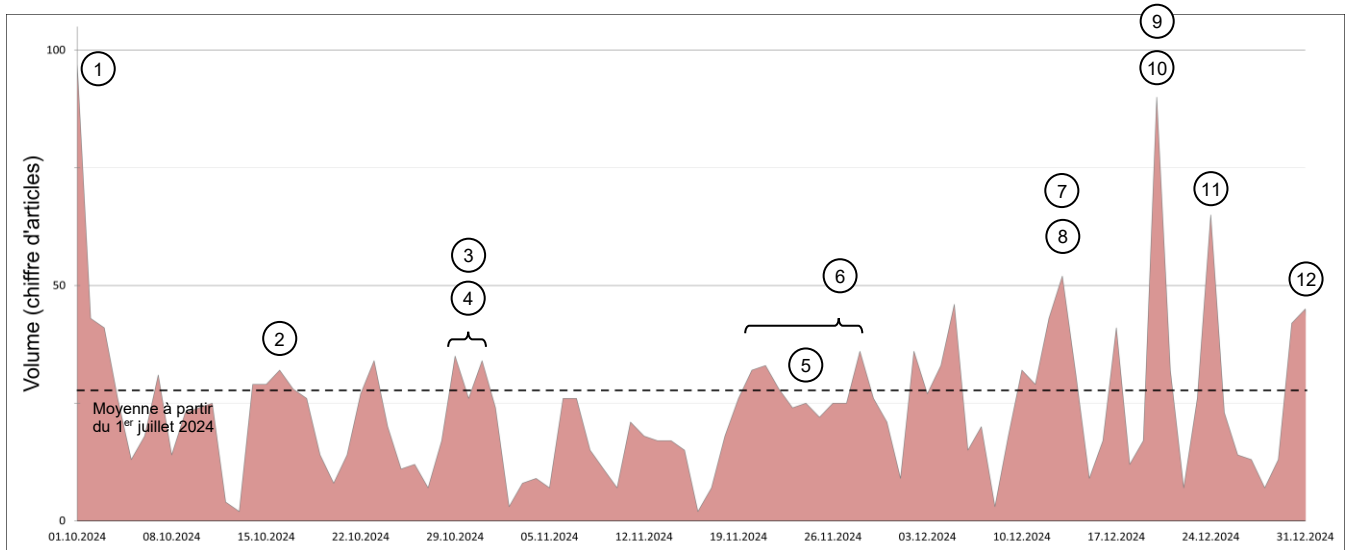


Depuis l'annulation des obligations AT1 lors du rachat forcé du Credit Suisse, les plaintes se multiplient contre la Finma et la Suisse. (© *Financial Times*)



Au Palais fédéral, les membres de la CEP présentent leur rapport sur le Credit Suisse. (© *FAZ*)

Évolution quantitative de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse



Évolution du nombre d'articles étrangers évoquant la Suisse (nombre d'articles parus chaque jour entre le 1^{er} octobre 2024 et le 31 décembre 2024 dans les médias de référence analysés). Un pic peut correspondre à plusieurs événements. Les événements numérotés ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles générés.

(1) La fonte des glaciers modifie la frontière entre la Suisse et l'Italie (2) La Finma exige d'UBS qu'elle revoie son plan de liquidation (3) Enquête sur l'utilisation de la « capsule d'aide au suicide Sarco » (4) Referendum contre l'Eurovision à Bâle (5) Votation populaire : extension du réseau autoroutier, droit du bail et sous-location, financement des prestations de santé EFAS (6) Installation artistique IA « Deus in Machina » (7) La Cour suprême de Zurich abandonne les poursuites contre un lanceur d'alerte dans l'affaire Cum/Ex (8) La BNS abaisse son taux directeur (9) Présentation du rapport de la CEP sur la gestion de la crise de CS par les autorités (10) Conclusion des négociations entre la Suisse et l'UE (11) La snowboardeuse suisse Sophie Hediger décède dans une avalanche (12) Décès d'un steward de SWISS à cause d'un réacteur défectueux

Sous la loupe : durcissement des règles d'admission à l'EPFZ de Zurich

Le durcissement des règles d'admission à l'EPFZ pour les étudiants et candidats à l'embauche de 23 pays suscite l'intérêt des médias étrangers. Selon l'EPFZ, le contrôle de sécurité vise à

«In Switzerland, the fact that country's most prestigious university has taken this step has raised questions over whether others in the region will follow suit»

(Bloomberg, États-Unis)

empêcher que des technologies clés pouvant avoir une finalité militaire et des biens à double usage ne soient utilisés par des pays visés par des sanctions. La couver-

ture médiatique étrangère fait surtout référence, dans ce contexte, aux restrictions imposées aux étudiants chinois. La décision de l'EPFZ suscite par ailleurs des discussions dans les milieux universitaires et sur les réseaux sociaux, où elle est parfois critiquée. Cette résonance montre que même à l'étranger, la démarche des institutions suisses est suivie avec intérêt. Elle pose une question cruciale pour de nombreux pays en ces temps de tensions géopolitiques : comment empêcher les fuites de technologies clés et de connaissances utilisables dans un cadre militaire depuis les établissements de recherche ?

Sur quels critères le contrôle de sécurité repose-t-il ?

Avant toute admission, embauche ou invitation, les critères suivants sont examinés. Si plusieurs d'entre eux sont remplis, l'EPFZ recommande de rejeter la candidature. Il n'y a rien d'automatique : chaque candidature est évaluée individuellement, et aucun critère ne justifie à lui seul une exclusion.

1. La **provenance** d'un établissement présentant un risque pour la sécurité. Il s'agit d'universités proches de l'armée ou d'institutions frappées par des sanctions. L'EPFZ s'appuie sur les listes établies par la Suisse, mais aussi par l'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni.
2. Le **pays d'origine**, s'il est visé par des sanctions (voir ci-dessus), ou si des prescriptions légales en matière de contrôle des exportations s'appliquent pour les biens à double usage. Sont pris en compte la nationalité, mais aussi le lieu de résidence et la biographie.
3. Le **financement** par une bourse octroyée par un État sanctionné, par un programme de bourse ou d'échanges critique, ou de sources douteuses.
4. Le **domaine d'études ou le cursus**, s'ils relèvent de la recherche appliquée (à partir du TRL 4), s'ils sont soumis à une surveillance administrative renforcée (embargo), s'ils sont concernés par les dispositions légales de contrôle des exportations de biens à double usage, ou si le sujet de recherche entre dans la catégorie des domaines critiques ou recourt à des technologies critiques.

La nouvelle procédure de contrôle de sécurité de l'EPFZ prend en compte le pays d'origine, mais aussi des critères tels que la provenance d'un établissement présentant un risque pour la sécurité, les sources de financement du séjour et le domaine de recherche. Source : [EPFZ](#)

L'analyse de l'image de la Suisse dans les médias étrangers porte sur l'ensemble des articles évoquant la Suisse parus dans les médias de référence de 23 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Italie, Japon, Nigeria, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Russie, Serbie, Turquie), du monde arabe et de l'UE. Contact: DFAE, Présence Suisse, section Monitoring et analyse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, tél. +41 58 462 34 63, prs@eda.admin.ch, <https://www.eda.admin.ch/praesenzschweiz>